

# François Hollande pris dans la tourmente

LE MONDE | 19.04.2014 à 10h38 • Mis à jour le 19.04.2014 à 10h41 | Par Bastien Bonnefous et Thomas Wieder

Tout un pan de l'édifice est déjà à terre. Quinze jours à peine après avoir entièrement remanié son dispositif général, c'est l'un de ses murs porteurs qui vient de s'effondrer brutalement. La démission, vendredi 18 avril, d'Aquilino Morelle, son conseiller politique, accusé par Mediapart d'un possible conflit d'intérêts avec l'industrie pharmaceutique quand il était en poste à l'Inspection générale des affaires sociales, place une fois de plus François Hollande dans une position des plus inconfortables.

Cette affaire délétère intervient au pire moment pour le chef de l'Etat. Ce vendredi, M.Hollande avait prévu de faire son retour sur la scène politique nationale, avec sa première visite de terrain en province depuis la lourde défaite encaissée par son camp aux municipales, fin mars, et le remaniement gouvernemental qui s'en est suivi. Mais le déplacement présidentiel au centre de recherche Michelin de Clermont-Ferrand a été totalement occulté par l'affaire Morelle. Et le président s'est finalement résolu à répondre aux journalistes après avoir tout fait pour esquiver leurs questions.

*« Aquilino Morelle a pris la seule décision qui s'imposait, la seule décision qui convenait, la seule décision qui lui permettra de répondre aux questions qui lui sont posées », a déclaré François Hollande d'un ton grave. « Aquilino Morelle est mon ami. Il a pris la bonne décision. Pour lui-même et pour ses proches, qu'il souhaite protéger », a quant à lui confié au Monde le ministre de l'économie, Arnaud Montebourg, qui accompagnait le président en Auvergne.*

## LE PRÉSIDENT ACCUSE LE COUP

M. Hollande qui avait fait campagne en 2012 sur le thème de la « République exemplaire », un étendard déjà largement entaché durant la première année de son quinquennat par l'affaire Cahuzac, a pris soin de se découpler de son ancien conseiller, auquel il a recommandé dès jeudi soir de présenter sa démission. « *J'ai considéré qu'il ne pouvait y avoir de confusion parce qu'il y a un principe que j'ai toujours posé d'impartialité et d'indépendance* », a-t-il expliqué, ajoutant qu'il n'est « *pas juge* » de ce que son ancien collaborateur a fait avant d'être à l'Élysée. « *Ce qu'il a fait avant, il a à en répondre, ça revient simplement à lui et à lui seul, c'est ce qu'il a compris en présentant sa démission, que j'ai acceptée immédiatement.* »

Manifestement très affecté par cette affaire dont il a tout de suite perçu les effets potentiellement ravageurs dans l'opinion, le président a accusé le coup. Au point de faire, toujours à Clermont-Ferrand, cette autre déclaration lourde de sens : « *Si le chômage ne baisse pas d'ici à 2017, je n'ai ou aucune raison d'être candidat ou aucune chance d'être réélu.* » Une manière de dire que la lutte contre le chômage reste sa préoccupation première, au-delà des polémiques humaines frappant son cabinet. Un aparté qui sonne comme un aveu d'échec sur sa politique économique. Une façon, aussi, de suggérer de manière subliminale que si le chômage ne baisse

pas, aucun autre à gauche – à commencer par Manuel Valls – ne pourra prétendre être candidat à sa place en 2017.

La chute du soldat Morelle est une perte très dure pour la nouvelle armée de « combat » voulue par le chef de l'Etat. Après avoir semblé être mis à l'écart ces derniers mois à l'Elysée, le conseiller politique était revenu en grâce, jusqu'à prendre la main sur l'ensemble de la communication présidentielle et des relations avec la presse. Aquilino Morelle hors-jeu, M. Hollande se retrouve sans porte-parole et, a-t-il indiqué à son entourage, sans la moindre idée de la façon dont il pourrait le remplacer.

## **UNE DES PIÈCES MAJEURES ENTRE L'ELYSÉE ET MATIGNON**

Il se sépare aussi d'une des pièces majeures du mécanisme humain liant l'Elysée et Matignon. Proche du nouveau premier ministre Manuel Valls, M. Morelle avait milité de longue date pour le départ de Jean-Marc Ayrault de la Rue de Varenne et pour son remplacement par l'ancien ministre de l'intérieur. « *Je suis un atout pour le chef de l'Etat et le premier ministre : je suis un ami de Manuel et j'ai la confiance du président* », confiait encore l'ancien conseiller en début de semaine à des journalistes.

Vendredi matin, la pression politique et médiatique était devenue trop forte pour que la situation reste en l'état. Le nouveau premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, ainsi que plusieurs élus d'une majorité plus à fleur de peau que jamais, avaient publiquement réclamé son départ. Reçu par M. Valls dans la matinée, M. Morelle a annoncé dans la foulée sa démission par communiqué. « *Le premier ministre lui a conseillé de quitter le cabinet du président de la République afin de répondre librement aux questions des journalistes* », explique-t-on dans l'entourage du chef du gouvernement.

Ce rendez-vous avec le premier ministre avait été calé en accord avec le président de la République, dont le choix de finalement intervenir depuis Clermont-Ferrand visait aussi à ne pas laisser s'installer l'impression que Manuel Valls avait été à l'origine de la démission d'Aquilino Morelle : en aucun cas le président ne voulait que les Français, qui doutent volontiers de son autorité et de sa capacité à prendre des décisions difficiles, puissent imaginer qu'il avait confié à son premier ministre le soin de limoger son propre conseiller politique.

### **« IL EST DÉTESTÉ, ON N'IMAGINE PAS À QUEL POINT »**

« *Depuis 48 heures, je dois faire face à des insinuations et des allégations qui visent à mettre en cause mon honneur, écrit M. Morelle. Je veux redire que je n'ai commis aucune faute. Je n'ai jamais été en situation de conflit d'intérêts. Néanmoins, j'ai décidé de mettre fin à mes fonctions de conseiller à la présidence de la République pour pouvoir être entièrement libre de répondre à ces attaques.* » S'il a démissionné, c'est, précise-t-il, « *pour ne pas gêner l'action du président de la République, du gouvernement et de la majorité, dans un moment particulièrement difficile de la vie du pays* ».

Derrière cette nouvelle crise politique du quinquennat, c'est l'image du chef de l'Etat qui est, une fois de plus, questionnée. Vingt-deux mois à peine après son élection, François Hollande est un président à l'impopularité record, y compris dans son propre camp, largement distancé dans les enquêtes d'opinion par son premier ministre, et dont la gouvernance politique et économique plonge une grande partie des parlementaires de sa majorité dans la colère ou l'incompréhension.

En privé, bon nombre de ces derniers s'inquiètent du niveau de rejet du président dans la société comme dans sa propre famille politique socialiste. « *Il est détesté, on n' imagine pas à quel point* », s'alarme un parlementaire de province. Une thèse que réfute l'Elysée – « *il n'y a pas de rejet de sa personne* », dit-on à la présidence – mais qui ne cesse d'inquiéter jusqu'à ses partisans. « *C'est comme s'il avait perdu ce qui jusqu'à présent faisait sa force : aimer les gens. Il semble comme marabouté* », déplore, interdit, un de ses visiteurs. Bien que dégoupillée au plus vite, l'affaire Morelle risque de couper davantage encore de sa base sociale un président qui, un temps, se voulut « normal ».